

**PREPARATION DE LA CAPITALISATION TCHIWARA DU FSP GENRE,
ANNEE 3**

**Note de réflexion du pôle genre (Enda Europe et Asfodevh) ;
Document à amender.**

Le consortium Tchiwara du FSP genre cofinancé par le *Ministère français des Affaires Etrangères*, est composé des ONG Enda Europe (chef de file et membre du pôle genre) Afrique Verte (Burkina Faso, Mali, Niger), Asfodevh (membre du pôle genre et présente au Burkina Faso, Mali, Niger, Bénin, Togo), AVSF (Sénégal, Togo), Enda Pronat (Sénégal), Gret (Burkina Faso), et Tech Dev (Burkina Faso.)

Les ONG membres ont adopté une stratégie commune d'introduction de la perspective de genre par la recherche-action participative. Cette stratégie commune impulsée par le chef de file soutient leur stratégie individuelle de renforcement des capacités (notamment techniques). Elle se décline ainsi:

- ³⁵₁₇ **renforcer la formation des intervenant-es et responsables de projets**, qu'ils ou elles agissent dans le domaine technique ou le suivi social, en leur transférant progressivement des outils d'analyse et de suivi.
- ³⁵₁₇ **Produire des informations générées sur les activités et les changements**, dans un processus de recherche action participative qui implique les bénéficiaires, et qui permettent d'identifier des difficultés et aussi des succès...
- ³⁵₁₇ **Offrir un système de consultation à distance interactif** de la part d'expertes genre, intégrées dans le pôle genre du FSP, en particulier sur un mi-temps situé au sein d'Enda Europe.
- ³⁵₁₇ **organiser des activités communes**, entre membres du consortium et actrices (bénéficiaires), qui les renforcent sur des questions stratégiques, sur le plaidoyer, **au moyen d'outils collaboratifs**, notamment un "wiki".
- ³⁵₁₇ **faciliter la mise en réseau locale**, en donnant des contacts, des informations sur les organisations et experts et expertes genres dans les différents pays, en lien avec le pôle genre du FSP

En 2010 Enda Europe a piloté des pré-diagnostics, organisé la première formation commune à Ouagadougou pour transférer les outils de base (cartographie sociale de la division des tâches et des territoires, budgets temps, tableau d'accès et de contrôle des ressources). A été créé un outil de suivi et de capitalisation (wiki), et ont été menées des enquêtes individuelles et des ateliers de réflexion sur les changements survenus dans la vie professionnelle et personnelle des femmes à l'occasion du renforcement de leurs activités économiques. Un soutien a été donné à la participation des femmes des coopératives et unités de production à la FIARA et au SIAO, des échanges ont été programmés sur la transformation du sésame et l'amélioration des emballages. Ils devaient se réaliser en 2011.

1. RAPPEL : ASPECTS ESSENTIELS DES APPRENTISSAGES ANNEE 1 (2010)

1.1 Des connaissances nouvelles ou plus explicites sur les conditions de vie et de travail des femmes :

- **Les femmes paysannes ont un triple ou quadruple rôle**: elles travaillent sur leurs propres productions et sur le champ familial, elles développent des activités domestiques et animent leurs organisations. Elles réalisent des journées de 4h du matin à 11h du soir. Le mari gère le plus souvent l'argent **fruit de la vente des**

produits de l'exploitation familiale sur le marché. Certaines femmes ignorent combien rapporte cette vente. Les femmes aspirent à gérer leur propre argent. Certains maris se désengagent. Un certain nombre de femmes sont seules chefs de famille.

- Les femmes aspirent non à des activités de survie, mais à un **travail professionnalisé, voire à « plein temps », pour la plupart.**
- Autant ou plus que le fait de gagner de l'argent, c'est l'appartenance à un groupe, qui donne une reconnaissance, une vision élargie, une autonomie. Les femmes apprennent énormément dans les groupements, les organisations, les unions, les fédérations, si elles sont soutenues. **L'appartenance à des groupements** rend plus facile le fait de demander des terres, de faire des projets, de justifier des déplacements, quand les femmes le font au sein ou au nom d'une organisation, que si elles sont seules.

1.2. Des enjeux émergent en lien avec le développement du travail rémunéré :

- **La scolarisation des filles, l'alphabétisation des femmes** : elles ont un fort impact sur leur vie, mais aussi celle des organisations. Articulée avec des formations sur les droits civils de base c'est un accélérateur de toutes les autres formations, techniques, économiques ou de plaidoyer.
- **La mobilité** : les femmes adultes ou âgées peuvent sortir, mais les jeunes filles ou jeunes femmes restent très contrôlées par leur famille ou leur mari, ou contraintes par les obligations familiales et le poids du travail domestique.
- **L'état civil, le droit de la famille** : beaucoup de femmes ne connaissent pas leurs droits civils. Les formations données ont été des révélations pour les femmes rurales. La question des mariages précoces ou arrangés a également été posée. **La polygamie a été évoquée dans sa dimension économique** : elle diminue les apports des pères par enfant, puisqu'il faut partager les mêmes ressources, elle oblige les femmes à être autonomes, mais diminue surtout l'effort des hommes, et retarde les transmissions de terres agricoles car certains hommes argumentent qu'ils ont encore des enfants à nourrir, quand leurs aînés atteignent l'âge d'accéder à la terre.
- **ADEE ET RFA**
- C'est malheureusement à un âge très avancé que la femme est déchargée des contraintes familiales (au moment où cette dernière n'a plus de capacités physiques pour entreprendre quoi que ce soit). Celles qui connaissent leurs droits hésitent parfois à les faire valoir de peur d'être mal compris par la famille, la communauté, (incompréhension qui peut aller jusqu' à la violence physique sur leur personne, voire le bannissement de la famille, du clan)
- Certains hommes prennent une jeune épouse quand leurs aînés arrivent à l'âge adulte et demandent des terres pour s'installer, en argumentant qu'ils ont encore des petits enfants à nourrir. La disponibilité des terres se réduit aussi par l'accaparement par les plus nantis et parfois des investisseurs étrangers, pression démographique).
- **ENDA PRONAT**
- L'autre dimension économique et sociale, c'est que la polygamie peut permettre (et est parfois souhaitée) aux femmes rurales en surcharge de travail de libérer du temps pour le repos, pour pratiquer une activité génératrice de revenus ou vaquer à d'autres occupations à défaut d'existence d'outils ou de machines. Elles se déchargent des fardeaux domestiques pour se charger dans d'autres.
- **Les revenus** des femmes comme facteur de renforcement de leur autonomie et d' « équilibrage » des relations au sein des familles

1.3. Eléments de plaidoyer sur l'accès et le contrôle des ressources :

- **L'accès à la terre** : Le droit a évolué, ainsi que les relations économiques entre hommes et femmes. Mais les coutumes subsistent dans le but de limiter les transferts et la propriété individuelle. Les femmes déploient de nouvelles formes de plaidoyer pour accéder à des prêts familiaux ou des octrois collectifs, et elles investissent les Conseils Ruraux, détenteurs de droits d'attribution.
- **L'accès au crédit, aux outils, le contrôle sur les machines, la maintenance**. La question du genre dans la **formation technique** pour contrôler les instruments, outils, machines a émergé en année 1 pour être discutée durant l'atelier 2 à Keur Moussa.
- **L'accès aux matières premières** : il n'est pas toujours garanti même quand il s'agit d'une activité traditionnellement féminine: dans le projet karité au Burkina Faso par exemple, l'accès aux amandes, ressource traditionnelle des femmes, est contrôlé par les maris qui sont propriétaires de la terre et des arbres, les femmes pouvant récolter les fruits. Ou par les commerçants qui les captent pour des filières d'exportation. Les unions de femmes transformatrices sont donc assez marginales si on prend en compte l'ensemble du marché du karité. Des coopératives de femmes font des campagnes pour la préservation des arbres menacés par des politiques de déboisement ou par des usages concurrents décidés par les hommes.
- **AFRIQUE VERTE**
- Depuis 2007 AcSSA a mis en place un système de fonds d'approvisionnement en matières premières géré par l'union et qui permet aux femmes de ne pas être en rupture de stock. Elles s'approvisionnent juste après la bourse céréalière de chaque année.
- **Enda PRONAT**
- Parfois dans les organisations mixtes, elles ont des contraintes pour gérer ou occuper des responsabilités et restent souvent dans leurs rôles traditionnels. Dans certains cas, elles sont des prestataires de services.
- Parfois dans les organisations mixtes, elles ont des contraintes pour gérer ou occuper des responsabilités et restent souvent dans leurs rôles traditionnels. Dans certains cas, elles sont des prestataires de services.
- **ADEE-RFA** : Certains groupements sont parvenus à négocier auprès de leurs communautés, la gestion de parcs à karité de leurs villages respectifs qu'elles exploitent pour leur approvisionnement en amandes et autres produits de cueillette.

1.4. L'approche genre est comprise comme une possibilité de négociation avec les hommes.

Dans la famille, dans l'activité économique et les institutions, plus que comme un affrontement direct, dont les femmes pourraient payer les conséquences tant qu'un rééquilibrage social plus général ne les protège pas de l'exclusion sociale ou de la stigmatisation.

Le projet a recueilli des exemples de négociations collectives: baisse du prix de vente de matières premières par les maris producteurs à leur femmes transformatrices, prêts de parcelles, engagement de soutien pour certains travaux des champs sur les parcelles des femmes, prêts d'outils agricoles, accès des femmes à des formations techniques mixtes, plus d'autorisations de déplacement pour aller à des formations, plus de crédibilité des activités des femmes.

AFRIQUE VERTE

Des maris qui au départ étaient réticent accompagnent désormais leurs femmes pour les livraisons et font des prières pour la bonne marche de l'activité.

ADEE-RFA

Le projet a recueilli des exemples de négociations collectives: baisse du prix de vente de matières premières par les maris producteurs à leur femmes transformatrices, prêts de parcelles, engagement de soutien pour certains travaux des champs sur les parcelles des

femmes, prêts d'outils agricoles, accès des femmes à des formations techniques mixtes, plus d'autorisations de déplacement pour aller à des formations, pour l'écoulement des produits, plus de crédibilité des activités des femmes, répartition du travail domestique.

Rencontre d'échange avec les époux suite à la formation en genre à Léo :

La dynamique genre du projet sésame est portée par les responsables de l'UGPPK et de ses membres qui ont eu l'idée du dialogue direct avec les époux. L'immersion et la formation genre des animateurs a suscité beaucoup d'intérêt et cela a conduit les bénéficiaires à entreprendre des démarches auprès de leurs époux pour les convaincre de participer aux échanges. Les échanges se sont passés dans un esprit de reconnaissance, de respect mutuel, à travers la présentation des projets par les femmes elles-mêmes à leurs maris, l'importance du genre. Cette partie de la rencontre a été expressément organisée par les femmes bénéficiaires et conduite par les animatrices et animateurs sous l'œil observateur de RFA, ADEE et TECH DEVH. C'est une démarche d'appropriation par les femmes elles-mêmes des techniques de négociation, élément important dans le processus genre. Les hommes à travers leurs réactions ont parlé de leur réticence au départ mais ont surtout salué l'initiative de ces échanges qui leur permet d'être davantage informés des activités des femmes. Les hommes ont déclaré être honorés à travers les activités de leurs femmes et ont les retombées de ces activités au sein de la famille. Ils n'ont donc pas hésité à s'engager pour soutenir les femmes dans le projet. Au-delà des échanges, les hommes ont voulu aller plus loin en visitant les infrastructures des femmes (que certains découvraient d'ailleurs pour la première fois). C'est un exercice qui a permis non seulement de renforcer la communication au sein de la famille, de la communauté sur des questions essentielles au développement des activités économiques des femmes (budget temps, accès contrôle des ressources et bénéfices, etc) mais aussi renforcer la participation des femmes dans les activités de leurs organisations de base.

Concernant la restitution au sein des cadres de concertations, Mme Guiro et Kady pourront peut être compléter.

Fort des résultats de la dynamique d'échanges avec les époux de femmes de Léo lors de la formation des formateurs la restitution de la formation au niveau des 7 cadres de concertation communaux de l'union (Léo, Bourra, Bieha, Sapouy, Gao, To, Cassou), s'est faite selon le même principe avec la participation de 02 époux de productrices et de 05 femmes par village. La formation a ensuite fait l'objet d'une restitution dans chacun des groupements membres de l'union, selon le principe..

Au total, 360 femmes, 144 époux de femmes de l'union ont participé aux restitutions communales, quant à celles dans les groupements, elles ont connu la participation de tous les membres et de nombreux époux. Toutes ces restitutions ont été le cadre d'échanges fructueux sur les questions de genre dans la production de sésame, et ont connu l'engagement des époux aux différents niveaux à appuyer leurs épouses dans cette nouvelle activité qu'elles vont engager pour la diversification de leurs revenus.

1.5. De nouvelles questions : les « AGR » comme « travail d'appoint » ?:

Les AGR aidées par les projets de développement sont souvent à temps partiel et sous-payées. Il peut s'agir d'un démarrage, en ce cas elles doivent être encouragées quel que soit le niveau de « rentabilité » immédiate. Mais les femmes peuvent-elles se contenter d'être des « rustines » ou de développer des activités secondaires sans investissement dans la qualité, la technicité, la reconnaissance, le contrôle des revenus, la création de métiers et de filières ?

Les femmes sont de plus en plus souvent « chefs de famille », soit de fait par le chômage ou la baisse de revenu des maris, soit *de jure*, à cause du veuvage ou des divorces. De plus en plus de femmes cherchent à créer des revenus en tant qu'actrices, comme sujets sociaux, pour développer leur propre activité et s'épanouir, pas seulement en complément plus ou moins invisible ou discret du revenu du mari. On peut voir dans les projets qu'elles développent diverses stratégies qui sont traversées par des tensions et des contradictions :

- ³⁵₁₇ **En diversifiant leurs activités**, au risque éventuel de superposition de plusieurs activités ou de générer une concurrence avec les activités productives familiales gérées par le mari. Les femmes ne sont pas libres d'allouer leur temps à ce qui les intéresse, contrairement à l'analyse économique libérale. Si on n'analyse qu'une activité, celle qui fait l'objet de l'attention de l'intervenant extérieur, on ne comprend pas leur logique économique et sociale. Il faut prendre en compte l'ensemble pour comprendre la logique de génération de revenus, même si on n'intervient que sur une activité.
- ³⁵₁₇ **En augmentant la valeur ajoutée par la transformation**, par la **qualité** (par exemple produits prêts à l'emploi, ou bio) pour un marché aux revenus plus élevés, urbain (voir international), au risque de subir la concurrence de produits importés ou de produits conventionnels et au risque de sous-payer leur travail, voire d'incorporer une part de travail gratuit. La définition du prix de revient et de la différence entre rémunération du travail et bénéfice définit la viabilité ou non, mais c'est un sujet à creuser.
- ³⁵₁₇ **En améliorant la présentation, la commercialisation, la notoriété** de leurs produits, au prix d'un grand effort, tant dans le suivi des formations, que pour la conquête de nouveaux marchés.

2- ASPECTS ESSENTIELS DES APPRENTISSAGES EN 2011

On a observé, notamment dans les enquêtes que **les femmes rurales** sont investies dans l'agriculture vivrière mais aussi commerciale. Elles aident leurs maris à certaines tâches, et ont leurs propres activités économiques. Elles ont souvent plusieurs activités productives, mais parfois se présentent comme « ne travaillant pas ». ou « femmes au foyer ». Elles sont partiellement présentes dans la commercialisation, davantage dans la transformation.

Les femmes urbaines de nos projets sont impliquées dans la transformation, ainsi que dans la préparation des aliments en ville, en tant que mères de famille. Elles travaillent le plus souvent à domicile et possèdent de petits équipements.

Lors du Forum Social Mondial, on a vu que les circuits alimentaires changent et les femmes ont comme objectif d'acquérir davantage de connaissances et de maîtrise des filières, ainsi que davantage de visibilité de leurs contributions sociales, économiques et familiales.

2.1. Les femmes du sud luttent pour une professionnalisation

Cette question s'est renforcée en année 2 : les femmes ne se contentent pas d'AGR (activités génératrices de revenus) ponctuelles pour gagner quelques sous grâce à du micro-crédit. Les ONG d'appui appuient la formation professionnelle, technique, la gestion des activités (notamment faire des comptes d'exploitations), la conquête de marchés, faire reconnaître les métiers, accéder à un "travail décent", et soutenir les femmes à conserver ou élargir le contrôle de leurs activités traditionnelles modernisées (karité), ou quand elles le souhaitent, à occuper et transformer des métiers traditionnellement "masculins" (agriculture, commerce, meunerie, boucherie, exemples tirés de nos projets).

2.2. De la sécurité à la souveraineté alimentaire

Il convient d'analyser la contribution des femmes tout au long des filières agroalimentaires "*de la fourche à la fourchette*", au niveau de l'économie locale, nationale, internationale, notamment à l'échelle de l'Afrique de l'ouest. Cette question a été discutée durant le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) en novembre 2010 et aussi durant le Forum Social Mondial de Dakar en février 2011 (voir plus bas).

Les foires internationales ont été identifiées comme des opportunités pour les femmes de découvrir et conquérir les pays africains voisins au lieu de se tourner uniquement vers le « nord », d'analyser la concurrence, de se positionner et d'apprendre des organisations plus avancées.

Le développement des emplois ruraux pour les femmes est également stratégique : autour des métiers agroalimentaires mais également dans le développement de services. Pas de développement rural sans eau potable, moulins, énergie (de préférence économique et renouvelable), et conservation des ressources traditionnellement accessibles aux femmes. Ces questions sont restées extérieures au FSP, mais elles re-surgissent inévitablement. Elles ont émergé dans des ateliers pays en 2011.

2.3. Les droits des femmes africaines reculent si le progrès technique se fait sur un modèle importé,

On peut le constater si les activités créées sont trop chères en intrants, endettent les familles ou que les emplois nouveaux profitent principalement à des hommes, parfois en raison du seuil de connaissances écrites exigées, mais aussi souvent a priori, uniquement parce qu'on reproduit sans réfléchir une division du travail historique : le travail manuel pour les femmes, les machines pour les hommes.

Si les stéréotypes ne sont pas travaillés, les investissements en machines et formations techniques sont ciblés uniquement sur les hommes, au nom de la « complémentarité ». Ainsi souvent en investissant en machines et outils pour transformer des activités manuelles traditionnellement féminines, on crée des emplois masculins qualifiés et non des emplois pour les femmes, dont l'univers recule et le pouvoir de décision se réduit.

Cette dérive a pointé son nez dans quelques projets, elle doit être discutée lors du prochain atelier. Dans d'autres cas, les outils ou équipements donnés peuvent être sous-employés par les femmes. Toute introduction d'outils de production nouveaux doit être accompagnée et parfois adaptée pour être appropriée, afin que les locaux et domiciles des femmes productrices ne deviennent pas des « cimetières » d'objets inutiles ou dont l'utilité n'est incomprise. Pour cela il faut aussi que les femmes osent demander, critiquer, questionner, refuser éventuellement. Ce qui va contre la soumission et l'acceptation inconditionnelle de l'autorité (des maris, des institutions, des ONG, des donateurs...), qui a aussi comme corollaire la pratique du contournement, ou l'abandon discret des outils. Développer le sens critique des femmes de façon constructive, pour que les difficultés soient vraiment mises sur la table, fait partie du projet.

2.4. Quand les femmes créent des activités économiques (pour le marché local qu'elles maîtrisent), elles semblent souvent peu "rentables"

Parfois les « développeurs » orientent les femmes vers des marchés saturés, mais dans nos projets ce n'est pas le cas. D'autres aspects peuvent être creusés :

Il faut distinguer le soutien à des activités existantes au soutien au démarrage d'activités nouvelles et prendre en compte le contexte. Démarrer des activités nouvelles avec des femmes rurales très pauvres, ne peut produire une rentabilité monétaire en année 1. Il faut regarder l'évolution au moins sur les trois ans.

Autres critères à prendre en compte :

- ³⁵/₁₇ La comparaison avec des activités existantes dans le contexte local
- ³⁵/₁₇ L'évolution du marché (intrants, produits finis, ouverture ou fermeture des frontières)
- ³⁵/₁₇ Le taux de progression d'une année sur l'autre.
- ³⁵/₁₇ La maîtrise acquise des outils, du marché (local, régional, international, urbain ou rural), de la matière première et des intrants. En termes de connaissance, et en

termes de contrôle.

La rentabilité monétaire doit être mise en lien avec d'autres critères :

- ³⁵/₁₇ les services environnementaux, éventuellement, par la conservation des semences ou de la biodiversité
- ³⁵/₁₇ la cohésion sociale : les effets en termes d'accès à la santé et à l'éducation pour elles et pour les enfants, le développement d'organisations nouvelles,
- ³⁵/₁₇ La contribution à l'équilibre économique familial (par exemple en période de soudure).
- ³⁵/₁₇ La dynamique créée au niveau de l'organisation, dans la famille, le village, du quartier, la crédibilité obtenue, la mobilité des femmes.
- ³⁵/₁₇ Le contrôle accru sur les dépenses et des décisions familiales.

Cependant ces aspects doivent être documentés concrètement. Car on lit trop souvent que d'augmenter les revenus monétaires donne de l'autonomie aux femmes, comme si c'était automatique.

Il faut tenir compte également de l'éventuel endettement des femmes ou de l'augmentation de leurs charges, par déplacement des obligations des maris. Depuis les pré-diagnostics, il est apparu que certains maris se déchargent de dépenses qu'ils assumaient auparavant sur leur femme, quand elle commence à gagner un peu d'argent, au nom du « partage des charges du ménage ». Par contre ils assument rarement un surcroît de tâches domestiques. Ce mouvement reproduit ainsi insidieusement la surcharge des femmes. Il s'agit d'un point de vigilance, à travailler dans les enquêtes individuelles ou des causeries.

Tout ne passe pas par l'argent, même si les femmes aspirent légitimement à des revenus monétaires. Il faut prendre en compte les bénéfices non monétaires ou l'accès à de nouvelles ressources, qu'elles tirent aussi de l'appartenance à un groupe ou du travail collectif. Si les femmes investissent largement leurs bénéfices dans les cérémonies et les échanges familiaux, c'est aussi parce que la famille élargie est un recours (main d'œuvre, échanges de biens et services) et un lieu d'appartenance et d'obligations diverses.

C'est important de faire parler les femmes sur ce sujet, car souvent dans les programmes économiques, les intervenants extérieurs s'étonnent de ne pas voir les femmes ré-investir leurs bénéfices dans leur affaire.

2.5. Les femmes rurales demandent des services publics, et l'accès à la terre

Qu'il s'agisse de ville ou de campagne, les femmes ne peuvent développer des activités nouvelles ou les intensifier, sans que changent les tâches domestiques dont elles ont toujours la responsabilité principale. La famille élargie peut de moins en moins remplir ce rôle, même si de nombreuses jeunes filles sont encore retirées de l'école pour aider leurs mères ou d'autres parentes. La présence ou non de services qui réduisent les tâches ménagères (à défaut de partage avec les hommes...) est une condition indispensable au développement des activités économiques des femmes. Les plateformes multiservices (puits, moulin, moteur), ou même les garderies d'enfants de viennent des besoins pratiques et stratégiques, aux côtés des revendications historiques d'accès à la terre ou de programmes pour faire reculer les violences de genre (mariages forcés, violences conjugales, agressions sexuelles, exclusion des vieilles femmes, lévirat, excision, etc...).

Ces services nouveaux ont un coût et à leur tour oblige les femmes à gagner de l'argent, car les maris semblent rarement accepter de payer un service qui allège directement le travail de leur femme. Ce point pourra aussi être documenté.

La question de l'accès au foncier inclut pour les femmes urbaines l'accès à des espaces de travail différents de leurs domiciles.

THEMES A DISCUTER POUR L'ATELIER DE OUAGADOUGOU FIN MARS 2012

Voici une liste de thèmes sur lesquels nous pouvons discuter pour en tirer des leçons utiles pour nos projets et notre travail à l'avenir. Merci d'indiquer l'ordre de priorité pour votre organisation.

Vous pouvez faire un commentaire pour mieux formuler un thème et indiquer avec qui vous souhaiteriez préparer ce thème. Maintenant que nous nous connaissons davantage, vous pouvez proposer de préparer une dynamique de discussion durant notre atelier (je vous aiderai à élaborer une méthodologie participative et dynamique, si vous le souhaitez)

THEMES DE CAPITALISATION	Ordre d'importance pour vous 1 le plus important, et 13 le moins important.	Auriez-vous une autre formulation à proposer ? ou un commentaire sur ce qui vous paraît le plus important ?	Nom des organisations intéressées ; Inscrivez-vous sur 1 à 3 thèmes prioritaires. Vous pouvez mentionner ici avec qui vous souhaiteriez préparer un atelier.
1. De quel temps disposent les femmes pour développer leurs activités économiques ? Comment mieux estimer leur temps disponible ? Les femmes sont-elles surchargées ? Multi activités ou « femmes au foyer »			
2. La structuration des groupements de femmes, comment fonctionnent-ils ? Rôle des groupements . Faut-il encourager			

les groupements uniquement féminins, les métiers féminins ?			
3. Comment négocier l'accès à la terre pour les femmes rurales et à des locaux pour les femmes urbaines ?			
4. Comment s'équiper en outils et machines, les maîtriser et se les approprier ?			
5. Comment contrôler l'accès aux matières premières et aux intrants ?			
6. Quels effets dans nos projets pour les formations sur les droits des femmes, la famille, la lutte contre les violences ?			
7. Les femmes ont-elles amélioré la qualité de leurs produits et leurs ventes ?			
8. Que savons-nous des bénéfices et revenus des femmes et			

de leurs familles ?			
9. Un métier et un « travail décent », est-ce un objectif pour les femmes de nos projets ?			
10. Quelle place sur le marché national ou international pour les produits des femmes de nos projets ?			
11. Réussites, difficultés et perspectives du plaidoyer sur le genre à partir de nos projets.			
12. Quels services complémentaires sont nécessaires pour que les femmes développent leurs activités économiques ? (y compris eau, garderies, transport, etc...)			
13. Autre thème que vous voudriez proposer			

De quel temps disposent les femmes pour développer leurs activités économiques ? Comment mieux estimer leur temps disponible ? Les femmes sont-elles surchargées ? Multi activités ou « femmes au foyer »
 La structuration des groupements de femmes, comment fonctionnent-ils ? Rôle des groupements. Faut-il encourager les groupements uniquement féminins, les métiers féminins ?
 Comment négocier l'accès à la terre pour les femmes rurales et à des locaux pour les femmes urbaines ?
 Comment s'équiper en outils et machines, les maîtriser et se les approprier ?
 Comment contrôler l'accès aux matières premières et aux intrants ?

Quels effets dans nos projets pour les formations sur les droits des femmes, la famille, la lutte contre les violences ?

Les femmes ont-elles amélioré la qualité de leurs produits et leurs ventes ?

Que savons-nous des bénéfices et revenus des femmes et de leurs familles ?

Un métier et un « travail décent », est-ce un objectif pour les femmes de nos projets ?

De quel temps disposent les femmes pour développer leurs activités économiques ? Comment mieux estimer leur temps disponible ? Les femmes sont-elles surchargées ? Multi activités ou « femmes au foyer »

La structuration des groupements de femmes, comment fonctionnent-ils ? Rôle des groupements. Faut-il encourager les groupements uniquement féminins, les métiers féminins ?

Comment négocier l'accès à la terre pour les femmes rurales et à des locaux pour les femmes urbaines ?

Comment s'équiper en outils et machines, les maîtriser et se les approprier ?

Comment contrôler l'accès aux matières premières et aux intrants ?

Quels effets dans nos projets pour les formations sur les droits des femmes, la famille, la lutte contre les violences ?

Les femmes ont-elles amélioré la qualité de leurs produits et leurs ventes ?

Que savons-nous des bénéfices et revenus des femmes et de leurs familles ?

Un métier et un « travail décent », est-ce un objectif pour les femmes de nos projets ?

Quelle place sur le

Rappel des 9 indicateurs Tchiwara :

Thème	Nb	Indicateurs quanti et qualitatifs	Méthode de renseignement
Augmentation des revenus	1	Nombre de bénéficiaires directes du projet (revu).	Suivi annuel des comptables et animatrices.
	2	Nombre de femmes ou groupement (selon les cas) ayant augmenté et ou stabilisé leur revenu monétaire annuel.	Analyse annuelle en travail de groupe, pour les bénéfices non monétaires et pour l'analyse des causes externes et internes des variations de revenus.
	3	Types de bénéfices non monétaires (services, appartenance, prestige)/reçu par les bénéficiaires directes du projet	Analyse fine : suivi d'un échantillon de femmes et de groupements variable selon les projets (10 à 30). A Léo (projet Tech Dev, mise en place système de suivi complet sur 100 femmes).
Amélioration des conditions de vie des femmes	4	Description qualitative : achats de biens de consommation courante, moyens de transports et de communication, diminution de la pénibilité du travail, partage avec les hommes, services de base diminuant le travail domestique (eau, santé, alphabétisation, etc).	Analyse en travail de groupe. Suivi des échantillons : Description des biens acquis, leur destination (enfants, femme, mari, famille (éventuellement élargie). Description des investissements, leur impact, les services externes bénéficiant l'activité économique.
		Description qualitative des situations où les hommes ont maintenu, augmenté ou diminué leur niveau d'apport monétaire	Analyse qualitative en travail de groupe Et le cas échéant, dans les groupements qui réalisent des rencontres avec les hommes. Suivi des échantillons fins : Entretiens avec les femmes, et les hommes.
Formations	6	Nombre et % de femmes/ inclus dans des formations diverses de toutes catégories (spécifiées)	Si le FSP est un volet d'un programme plus large, calculer sur l'ensemble des actions de formation de l'ONG dans la communauté
Maitrise des outils et techniques	7	Nombre et % de femmes (ou groupements) ayant bénéficié d'un investissement sur leur outil de travail. Nombre de femmes formées à la maintenance de leurs outils et machines.	Echantillon fin : Analyse annuelle de l'impact des investissements réalisés et de la maîtrise des outils. Attention prêtée à la maintenance des machines introduites ou existantes.
Formations droits des femmes	8	Nombre et % de femmes et animateurs/trices ayant reçu une formation spécifique sur les droits des femmes	Listes présence, informations autres programmes présents dans le contexte. Impact des actions.
Participation aux décisions, au plaidoyer et à la gestion	9	Nombre de femmes et hommes ayant participé à des événements structurants (foire, colloques, rencontres), permettant visibilité et plaidoyer, et nombre d'organisations représentées	Listes. Analyse annuelle des impacts des actions de plaidoyer et commerciales, en termes de visibilité, empowerment et autonomisation. Description des changements intervenus.

